

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2294 - 20 juillet 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**En se défendant,  
les travailleurs de PSA  
défendent leur emploi  
et les salaires de tous**



**Ensemble,  
faisons reculer  
nos exploitateurs**

M 06189 - 2294 - F: 1,00 €





# SOMMAIRE

## Leur société

- p.4 ■ Dépassements d'honoraires
- Enfants sans papiers
  - L'exception de Mayotte
  - Banlieues
  - Prix à la hausse

- p.5 ■ Refiscalisation des heures supplémentaires
- Télécoms
  - Moralisation de la vie politique
  - Après l'annonce des licenciements à PSA

- p.6-7 ■ À Aulnay-sous-Bois

- p.8 ■ Situation et réactions dans les usines PSA

## Dans les entreprises

- p.9 ■ Groupe Sanofi

- Toulouse
- Sodimédical – Plancy-L'Abbaye (Aube)
- AFPA-Orléans

- p.10 ■ Doux

- Graincourt-Les-Havrincourt (Nord)
- Hôtel Campanile – Epône (Yvelines)
- SNCF- Chambéry

## Dans le monde

- p.11 ■ Espagne : la population contre les « coups de hache » du gouvernement
- Israël : immolation d'un manifestant à Tel-Aviv

## Il y a 70 ans

- p.12 ■ La rafle du Vel' d'Hiv

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Durant l'été, les caravanes de Lutte Ouvrière sillonnent les routes pour aller à la rencontre des travailleurs, faisant étape dans près de deux cents villes.

Les plans de licenciements ne prennent pas de vacances. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois ont déjà été annoncées dans de grandes entreprises : PSA, Air France, Sanofi, la téléphonie, Doux, etc. Et combien vont suivre, parmi les sous-traitants ou dans les plus petites entreprises qui en dépendent ? Pour les travailleurs et leurs familles, qui n'ont que leur salaire pour vivre, c'est une catastrophe.

Face à cette cascade de plans dits sociaux, le gouvernement a montré qu'il n'entendait pas contraindre les patrons. Certes, Hollande a bien affirmé qu'il n'acceptait pas « en l'état » le plan de PSA, mais il y a fort à parier qu'il l'acceptera pour peu que le groupe fasse quelques retouches, qui ne changeront rien au sort des ouvriers mis sur le carreau. Et il a surtout parlé « d'aider la filière automobile », ce qui revient à distribuer l'argent public à des groupes qui ont engrangé des milliards de bénéfices les années passées, sans pour autant garantir l'emploi.

S'ils veulent ne pas continuer à être les victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables, les travailleurs ne peuvent compter sur ce gouvernement. Ils n'ont d'autre choix que de montrer leur force, pour imposer au patronat l'interdiction des licenciements collectifs, et des hausses de salaires qui leur permettent d'envisager l'avenir sans crainte.



C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière souhaitent discuter avec vous. Rendez-vous dans les villes où ils feront étape. En voici la liste pour les prochaines semaines.

### Alsace

Jeudi 19 juillet : **Mulhouse**  
Vendredi 20 juillet : **Haguenau**  
Samedi 21 juillet : **Strasbourg**

### Aquitaine

Jeudi 19 juillet : **Mérignac / Pessac** (Gironde)  
Vendredi 20 juillet : **Langon** (Gironde) / **Marmande** (Lot-et-Garonne)  
Samedi 21 juillet : **Libourne** (Gironde)

### Pas-de-Calais

Jeudi 19 juillet : **Saint-Omer** (Pas-de-Calais)  
Vendredi 20 juillet : **Dunkerque**

Samedi 21 juillet : **Boulogne-sur-Mer**

### Normandie – Baie de Somme

Jeudi 19 juillet : **Dieppe** (Seine-Maritime)  
Vendredi 20 juillet : **Le Tréport** (Seine-Maritime)  
Samedi 21 juillet : **Abbeville** (Somme)

### Seine-et-Marne – Yonne

Jeudi 19 juillet : **Montereau** (Seine-et-Marne)  
Vendredi 20 juillet : **Nemours** (Seine-et-Marne)  
Samedi 21 juillet : **Melun** (Seine-et-Marne)

### Bouches-du-Rhône

Jeudi 19 juillet : **Aix-en-Provence**  
Vendredi 20 juillet : **Vitrolles**  
Samedi 21 juillet : **Arles**

### Centre – Allier

Lundi 23 juillet : **Nevers**  
Mardi 24 juillet : **Moulins**  
Mercredi 25 juillet : **Vichy**  
Jeudi 26 juillet : **Montluçon**  
Vendredi 27 juillet : **Châteauroux**  
Samedi 28 juillet : **Vierzon**

### Champagne

Lundi 23 juillet : **Châlons-en-Champagne** (Marne)  
Mardi 24 juillet : **Épernay** (Marne)

Mercredi 25 juillet : **Troyes / La Chapelle-Saint-Luc** (Aube)

Jeudi 26 juillet : **Vitry-le-François / Bar-le-Duc** (Marne)  
Vendredi 27 juillet : **Saint-Dizier** (Haute-Marne)  
Samedi 28 juillet : **Chaumont** (Haute-Marne)

### Nord

Lundi 23 juillet : **Béthune**  
Mardi 24 juillet : **Valenciennes**  
Mercredi 25 juillet : **Lens**  
Jeudi 26 juillet : **Denain**  
Vendredi 27 juillet : **Maubeuge**  
Samedi 28 juillet : **Douai**

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**  
**l'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**  
**multimédia**  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**  
**audio**

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**  
**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

# En se défendant, les travailleurs de PSA défendent leur emploi et les salaires de tous Ensemble, faisons reculer nos exploiters

François Hollande avait déclaré dans son discours du 14 juillet, relayé par son ministre de l'Économie Moscovici, que le plan dit social de la direction de PSA était inacceptable « en l'état » et qu'il faudrait le renégocier.

C'était admettre qu'il est tout à fait acceptable d'entrer dans le jeu de dupes proposé par la direction de PSA, qui peut se résumer en ces termes : dans un premier temps on propose de supprimer 8 000 emplois, sans compter les milliers d'emplois induits, chiffre que l'on réduit, après palabres, de quelques centaines. Ainsi ces messieurs du gouvernement, les économistes et peut-être certains dirigeants syndicalistes pourront crier victoire, se félicitant d'avoir ainsi « évité le pire ». C'est un tour de passe-passe classique.

Mais le pire, il est bien là pour les travailleurs. En premier pour ceux qui, dans ce marchandage, resteront sur le carreau, sans espoir de retrouver un travail et un salaire comparable dans un avenir raisonnable. Il est là pour ceux qui conserveront leur emploi – pendant combien de temps ? – car PSA en profitera pour augmenter sa pression, imposer des conditions de travail encore plus dures pour que ses profits ne diminuent pas et même pour les accroître. C'est en fait un chantage bien connu des travailleurs et qui, de plus, bénéficiera de la bénédiction gouvernementale.

C'est l'ensemble du monde du travail qui est directement concerné. Tout d'abord parce que, dans des entreprises comme Air France, le volailler Doux, Sanofi, des milliers de suppressions d'emplois ont déjà été annoncées. Mais aussi parce que des dizaines d'autres entreprises sont toutes prêtes à s'engouffrer dans la brèche ouverte par PSA. Soutenir la lutte des travailleurs du trust Peugeot, c'est assurer la défense de l'emploi de chacun. Défendre leur emploi, c'est aussi défendre le nôtre.

Hollande et ses ministres ont fait semblant de s'indigner de l'attitude de PSA, le traitant même, bien tardivement il est vrai, de menteur.

Mais s'ils ont cru aux engagements d'un menteur, c'est donc qu'ils auraient été trop naïfs, ce qui le disqualifierait. Mais ces vieux briscards de la politique du PS ne sont pas de naïfs perdreaux de l'année. Ils essayent de mettre en œuvre leur expérience et leur habileté politicienne pour faire avaler des couleuvres aux travailleurs et à l'opinion, en théâtralisant au maximum leurs gestes et leurs discours.

Montebourg, dans son rôle de metteur en scène, n'a pas lésiné sur les moyens. Il répète à qui veut l'entendre qu'il a, lui, du haut de sa suffisance, « convoqué » en son ministère le PDG de PSA, Varin, puis, summum de l'audace, la famille Peugeot. C'est essayer d'inverser les rôles et de laisser croire que c'est lui et son gouvernement qui décident et qui tirent les ficelles.

Varin de son côté fait semblant d'accepter le jeu, d'autant qu'il a la garantie du gouvernement d'en sortir gagnant. Mais il a d'emblée tenu à marquer les limites, annonçant qu'il n'était pas possible, donc pas question, de revenir sur la décision de fermer l'usine d'Aulnay. Quant à la famille Peugeot, on ne sait pas qui se déplacera pour la représenter mais – et c'est bien plus important – on ignore quelles seront les exigences du gouvernement à son égard. L'occasion aurait été pourtant belle de montrer aux travailleurs et à l'opinion tout entière dans quel camp il se situait...

Les travailleurs, ceux de PSA mais aussi tous les autres, sont avertis. Le message du gouvernement, même dans ce langage codé que pratiquent les socialistes, est suffisamment clair. Il ne faudra pas compter sur lui pour affronter les capitalistes et leurs exigences.

Mais la classe ouvrière dispose d'une arme : la force collective du monde du travail, qui doit s'organiser, se préparer pour imposer à PSA de retirer son plan, tout son plan, et du même coup pour donner un coup d'arrêt à toutes les attaques patronales annoncées.

## • La rencontre Montebourg – syndicats de PSA

### Paroles, paroles...

Le ministre du Redressement productif a reçu les délégués centraux de PSA mardi 17 juillet... pour leur dire qu'il comptait seulement tenter de « limiter la casse ».

Si Montebourg s'est dit « déterminé » en paroles, ce n'est certainement pas à interdire à Peugeot de fermer Aulnay et de supprimer des milliers d'emplois dans le

reste du groupe. Il a simplement confirmé qu'un expert allait procéder à un audit des comptes pour « vérifier si le malade est imaginaire ou pas ». Mais, comme l'a déclaré le représentant de la CGT : « Et si l'expert décrète à la rentrée que le groupe est très malade, on nous demandera de nous résigner à la fermeture d'Aulnay et au licenciement de

1 400 camarades de Rennes ? Pas question ! C'est la famille Peugeot qui dirige le groupe, à elle de payer, pas aux travailleurs ! »

On voit déjà se dessiner le jeu de dupes programmé par le gouvernement et la direction de PSA : le gouvernement va faire mine de froncer les sourcils, PSA va « accepter » de renoncer à quelques

centaines de licenciements, le gouvernement criera victoire... et ceux d'Aulnay et de Rennes seront sacrifiés quand même. Rappelons qu'à Aulnay une telle comédie s'est jouée exactement de la même façon en 1984 : la direction avait annoncé 1 500 licenciements, le gouvernement socialiste d'alors avait bombé le torse, et la direction avait

« reculé » en licenciant ... 900 ouvriers. Ce qu'elle voulait depuis le début.

Comme l'a conclu le représentant de la CGT : « D'une telle réunion, on ne peut sortir qu'avec la conviction renforcée que la seule issue, c'est la mobilisation massive des travailleurs d'Aulnay, avec ceux de Rennes, de Poissy, de Mulhouse, de Sochaux. »



# Il faut interdire les dépassements d'honoraires

**Le gouvernement Ayrault se dit décidé à mettre « un terme aux dépassements d'honoraires abusifs » des médecins « d'ici à la fin de 2012 ». Sur cette question, des négociations doivent s'ouvrir le 25 juillet entre l'Assurance maladie, les complémentaires santé et les syndicats de médecins. Les dépassements d'honoraires sont devenus une pratique courante. Leur montant est passé entre 1990 et 2010 de 900 millions d'euros à 2,5 milliards. Le quart des médecins pratiquent des dépassements d'honoraires, et 41 % des spécialistes, dont 85 % des chirurgiens et 66 % des gynécologues.**

Les dépassements d'honoraires sont surtout le fait de médecins, généralistes et surtout spécialistes, travaillant dans le secteur 2 créé en 1980. Ils ont signé une convention avec la Sécurité sociale qui les autorise à fixer librement leurs tarifs, les dépassements d'honoraires restant à la charge du malade ou en partie de sa mutuelle s'il a les moyens d'en avoir une. La seule limite imposée à ces dépassements est qu'ils doivent être déterminés « avec tact et mesure, en

tenant compte de la réglementation en vigueur, des actes dispensés ou de circonstances particulières ». Aujourd'hui, sans tact ni mesure, les dépassements d'honoraires ont explosé et leur montant est passé en moyenne de 25 % du tarif de la Sécurité sociale en 1990 à 56 % en 2011. Et c'est comme cela qu'un gynécologue peut demander 70 euros pour une consultation ne rembourse que 15 euros.

Les dépassements d'honoraires sont aussi le fait de

médecins hospitaliers qui bénéficient du « secteur privé à l'hôpital ». Sur les 45 000 médecins hospitaliers, 4 524 ont droit au « secteur privé » et 1 864 pratiquent sans retenue des dépassements d'honoraires. Le secteur privé à l'hôpital a été créé en 1958 pour attirer dans les Centres hospitalo-universitaires nouvellement créés des médecins qualifiés et renommés travaillant jusqu'alors dans des cliniques privées. Ils obtenaient le droit de consacrer 20 % de leur activité à des malades reçus en consultation privée et hospitalisés dans des lits dits privés, leur seule contrainte étant de payer une redevance à l'hôpital pour pouvoir utiliser les équipements de celui-ci et des collaborateurs, médecins, infirmiers et secrétaires. Là aussi le système a très vite

explosé et des sommes exorbitantes ont été réclamées par certains professeurs. La revue *60 millions de consommateurs* citait le cas d'une opération de la cataracte facturée 1 490 euros à l'Hôtel-Dieu de Paris, quand la Sécurité sociale ne rembourse que 271,70 euros.

Le gouvernement dit vouloir s'en prendre aux dépassements abusifs. L'intention est louable, mais elle risque bien de n'être suivie d'aucun effet car c'est l'ensemble du système qui permet et facilite ces dérives. C'est le principe même des dépassements d'honoraires qui doit être remis en cause, et pas seulement ceux considérés comme abusifs. Faute de quoi la santé pour tous restera un slogan creux.

Cédric DUVAL

## • Banlieues :

# Les plans se succèdent... et rien ne change

**La Cour des comptes vient de publier un rapport sur le bilan de la politique de la ville menée par les différents gouvernements depuis dix ans. Sans surprise, on peut y lire que les inégalités demeurent dans les banlieues et que le sort des habitants des cités n'a pas été amélioré.**

Le dernier plan avait été mis en place en 2008 par Fadéla Amara sous le nom ronflant *Espoir banlieue*. Sarkozy avait alors annoncé la mise en place de contrats d'autonomie dont l'objectif était de réduire de moitié le chômage des jeunes des banlieues, qui atteint le seuil catastrophique de 40 %. *Espoir banlieue* a donc fait flop.

Selon la Cour des comptes, les sommes seraient mal réparties entre les banlieues. Elle donne l'exemple de la Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre d'Île-de-France, dont l'enveloppe budgétaire est la plus faible, juste après Paris. Mais, loin de conclure à la nécessité d'augmenter

sensiblement les sommes allouées à chaque banlieue, elle propose seulement de regrouper les crédits sur six départements : la Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise, l'Essonne, les Bouches-du-Rhône, le Nord et le Rhône... et tant pis pour tous les autres.

Hollande s'est déplacé le 13 juillet à Colombes, une banlieue pauvre mais située dans les Hauts-de-Seine, donc pas sur la liste. Sa visite dans un centre d'aide aux plus démunis s'est traduite



par l'annonce de la tenue d'une conférence contre l'exclusion à l'automne, qui fixerait les contours d'un grand plan quinquennal, dont

il ne reste plus qu'à trouver le nom qui, soyons-en sûrs, sera proche d'*Espoir banlieue*.

C D

## Une cascade de prix à la hausse

À en croire l'Insee, les prix à la consommation sont restés stables en juin et l'inflation ne serait que de 1,9 % sur un an. Mais à y regarder de plus près, on constate que les prix de nombreux articles de consommation courante ont augmenté, et même nettement augmenté.

Les prix des produits frais, par exemple, continuent leur ascension, de 2,9 % en un mois et 7,8 % sur un an. Les fruits frais de leur côté ont

augmenté de 9,6 % en un an. Les boissons gazeuses, les jus et sirops sont en hausse de 6 % sur un an. Pour l'habillement, y compris les chaussures, l'augmentation est de 0,6 % en un mois mais de 4 % en un an. Et que dire des augmentations de l'énergie ?

En ce qui concerne les loisirs, que ce soit le camping ou les hôtels, l'augmentation est sensible. À cela s'ajoute une hausse des transports aériens de 5,5 %.

Mises bout à bout, toutes ces hausses cumulées grèvent le pouvoir d'achat des classes populaires. Chacun constate que le Caddie et les vacances sont de plus en plus chers au fil des mois.

Il est plus urgent que les salaires soient indexés sur les prix réels, vérifiés par la population. Il n'y a aucune raison que les travailleurs aient de moins en moins accès aux biens qu'ils produisent.

Claire DESPLANTES

## • Enfants sans papiers

# La rétention administrative ne sera plus la règle

En application d'une nouvelle circulaire, les familles de sans-papiers avec des enfants mineurs ne pourront plus être placées en centre de rétention. Il était temps ! La France a été condamnée le 19 janvier 2012 par la Cour européenne des droits de l'homme pour traitement inhumain et dégradant. Le gouvernement se contente donc d'appliquer le droit européen.

Cependant, le ministre de l'Intérieur compte bien poursuivre la chasse aux familles de sans-papiers : celles-ci pourront être assignées à résidence au domicile, voire dans des lieux « permettant une surveillance facilitée » par la police ou la gendarmerie.

La circulaire recommande d'abord de privilégier les aides au retour et les départs immédiats. Mais en cas de refus d'embarquement ou de fuite d'un des membres de la famille, la rétention en centre administratif pourra être réutilisée.

Patrick GARREL

## L'exception de Mayotte

La circulaire ne concerne pas Mayotte. Dans cette île de l'océan Indien, les milliers de familles comoriennes qui, fuyant la misère, tentent au péril de leur vie de gagner Mayotte dans l'espoir d'une vie meilleure, continueront donc à croupir dans le centre de rétention de Pamandzi, dans l'attente de leur expulsion vers leur île d'origine.

Dans ce cent-unième département français, plus de 5 000 enfants ont été enfermés en 2011. « *Souvent, lors de leur interpellation, les parents préfèrent taire l'existence de leurs enfants pour leur laisser une chance de grandir à Mayotte.* » « *D'autres n'ont pas le temps de les prévenir* », dénonce le Cimade, le Comité inter-mouvements auprès des évacués, service d'entraide. Ces enfants laissés sur place finissent pour la plupart à la rue, totalement démunis.

Émile GRONDIN



## • Refiscalisation des heures supplémentaires

# Tempête dans un verre vide

À la demande du gouvernement, les députés vont supprimer, pour les entreprises de plus de vingt salariés, le système mis en place par Sarkozy en 2007 sur les heures supplémentaires. Les entreprises vont donc devoir payer des cotisations sociales sur les heures supplémentaires et les salariés qui en font devront acquitter les impôts correspondants.

Droite et gauche avancent les mêmes arguments que lors de l'instauration de la mesure. Pour la droite, il s'agirait de permettre aux travailleurs d'augmenter leur salaire, à moindre coût pour l'employeur. Pour la gauche, les heures supplémentaires, surtout détaxées, seraient nuisibles à l'emploi. Les deux jouent sur du velours, car il y a à la fois des millions de chômeurs à la recherche d'un emploi et d'un salaire, et des millions de travailleurs qui ne voient d'autre solution pour améliorer les fins de mois que de faire des heures supplémentaires.

Mais il y a aussi, et surtout, un patronat qui licencie pour augmenter ses profits et qui bloque les salaires depuis des années. Il y a une situation générale qui fait que, dans nombre d'entreprises, les travailleurs deviennent de plus en plus corvéables, soumis à la seule volonté patronale



quant aux horaires, au nombre d'heures travaillées. Les heures supplémentaires ne sont pas toujours au volontariat. Elles sont souvent imposées aux travailleurs par le bas niveau des salaires d'une part, par la pression du chômage de l'autre. Quel travailleur peut se permettre de refuser de « venir samedi », de « rester une heure ce soir », ou de « s'arranger pour que le chantier soit fini vendredi », surtout s'il est sous contrat précaire ?

La droite prétend donc maintenant que la refiscalisation des heures supplémentaires coûterait 500 euros par an d'impôts supplémentaires à neuf millions de travailleurs. Ces chiffres sont évidemment invérifiables. Mais, pour augmenter vraiment le niveau de vie, et pour tout le monde, il n'est nul besoin de faire des heures supplémentaires : il faut augmenter le salaire de base. Les grandes entreprises font assez de profits, distribuent assez de dividendes à

leurs actionnaires pour pouvoir augmenter les payes de leurs salariés et, en cascade, celles de ceux de leurs sous-traitants et finalement de tous les travailleurs.

Le gouvernement affirme quant à lui que la fin de ce dispositif rapportera trois milliards d'euros aux caisses sociales, un milliard et demi d'impôt sur le revenu supplémentaire et serait favorable à l'emploi. Que les patrons payent leurs cotisations sur les heures supplémentaires, c'est bien le moins. Mais rappelons quand même qu'ils en sont exonérés, pas seulement sur les heures supplémentaires, mais sur la totalité des bas salaires ! Quant à contraindre le patronat à embaucher, ce qui est en effet une nécessité, il y faudrait bien d'autres moyens qu'une simple astuce comptable. Les patrons embauchent lorsque cela leur rapporte et, en ce moment, comme toute l'actualité le montre, certains licencient pour gagner plus.

Pour lutter contre le chômage, il faudrait commencer par interdire les licenciements. Cela impliquerait, comme pour l'augmentation des salaires, de prendre sur les profits. Et c'est ce que le gouvernement actuel, quoi qu'il dise, se refuse à imposer aux patrons, sous prétexte de maintenir la compétitivité en réduisant le « coût du travail ».

Paul GALOIS

## • Moralisation de la vie politique

# Les députés refusent le contrôle de leurs frais

Le 14 juillet, François Hollande a annoncé la création d'une commission pour moraliser la vie politique. Pour la présider, il a ressorti Lionel Jospin de son placard et lui a adjoint, au nom de la diversité, Roselyne Bachelot, ex-ministre UMP. Cette commission sera aussi composée d'une douzaine de hauts commis de l'État, un cénacle prétendument indépendant... de l'opinion publique.

D'ici novembre, elle doit faire des propositions au gouvernement sur le cumul des mandats, l'introduction d'une part de proportionnelle aux élections, et établir, comme l'avait promis le candidat Hollande, « des règles de déontologie permettant d'assurer une meilleure transparence de la vie publique ».

La même semaine, le 11 juillet, en commission des finances de l'Assemblée

nationale, lors de l'examen de la loi de finances rectificative, les députés présents ont presque tous rejeté un amendement d'un député centriste qui proposait, au nom de la transparence, que les frais des parlementaires non utilisés à des fins professionnelles liées à leur mandat soient imposables.

Chaque député reçoit, mensuellement, une indemnité de 6 412 euros, censée « faire

face aux diverses dépenses liées à l'exercice du mandat de député qui ne sont pas directement prises en charge ou remboursées par l'Assemblée ». Cette indemnité vient en complément de l'indemnité parlementaire de 7 100 euros et des 9 138 euros pour l'emploi de collaborateurs.

L'amendement du député proposait que chaque élu justifie ses frais et que soit imposable la partie des dépenses personnelles : l'achat de fleurs, de cadeaux, de voyages touristiques ou bien de location de locaux sous couvert d'activités politiques, dérives qui ont déjà été maintes fois révélées.

Le rapporteur général de cette commission des finances, le socialiste Christian Eckert, a émis un avis défavorable et le nouveau député UMP Henri Guaino s'est aussi indigné : « Si les députés sont obligés de justifier chaque dépense, alors ils ne vont plus être des députés libres ! »

Le député centriste Charles de Courson, auteur de l'amendement, s'est engagé à le présenter de nouveau en séance publique, à moins que d'ici là, ses amis lui expliquent que la transparence de la vie politique, ce n'est pas encore pour maintenant.

Louis BASTILLE

## • Télécoms

# Le gouvernement précède les désirs des opérateurs

Les dirigeants des principaux opérateurs de téléphonie que sont Orange, SFR, Bouygues Telecom et Free avaient rendez-vous le 17 juillet au matin à Bercy pour « trouver un modèle économique qui soit plus créateur d'emplois et d'investissements ».

La rencontre prévue avec Arnaud Montebourg et la ministre déléguée chargée de l'Économie numérique avait pour but d'aider les opérateurs « qui suppriment des postes dans la foulée de l'arrivée des offres low cost de Free Mobile sur le marché ». La filiale du groupe Bouygues s'apprête en effet à lancer un plan de « départs volontaires » de 556 postes et SFR devrait faire de même cet automne, en supprimant environ 1 000 emplois.

Parmi les mesures que le gouvernement envisagerait de prendre pour favoriser les opérateurs, il y a le retour aux plate-formes téléphoniques d'assistance (hotlines) payantes. Le gouvernement proposerait donc de faire payer ce service si celui-ci répond à plusieurs critères de qualité, à savoir l'implantation de centres d'appels en France et le fait que les usagers ne tombent pas directement sur un serveur vocal.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement envisage aussi de revenir sur la plus intéressante des dispositions de la loi Chatel, pour les consommateurs, qui permet, lorsqu'on est engagé chez un opérateur avec un forfait sur vingt-quatre mois, de partir au bout du douzième mois en ne payant qu'un quart du prix restant dû.

À l'annonce de ces mesures, les opérateurs et de la Fédération française des télécoms ont fait savoir qu'elles étaient satisfaites, sans envisager du reste de revenir sur les plans de suppressions d'emplois annoncés.

Alors que les opérateurs ont pu, en toute impunité, pratiquer durant plusieurs années des prix exorbitants, voilà qu'ils entendent maintenant se servir du prétexte de l'arrivée de Free pour faire payer les travailleurs et refaire payer les usagers, avec la participation active du gouvernement.

David MARCIL



• À Aulnay-sous-Bois

## Après le choc, les salariés s'organisent

**Cela faisait plus d'un an que la CGT avait révélé les projets secrets de la direction visant à fermer l'usine en 2014. Mais pour beaucoup d'ouvriers, il y avait encore de l'espoir tant que la direction n'avait pas fait d'annonce officielle. C'est chose faite, et de plus en plus de travailleurs comprennent qu'il ne faut faire aucune confiance à la direction.**

Dans les jours qui ont précédé le CCE du 12 juillet, chacun se demandait ce qui allait en sortir. Y aurait-il une annonce de fermeture ou encore du baratin pour lanterner les ouvriers ? Jusqu'à la dernière minute, la direction a menti en affirmant qu'il n'y aurait aucune annonce, qu'il faudrait attendre le 25 juillet. Le 12, des débrayages de protestation étaient prévus en milieu de journée, pour s'informer des intentions de la direction.

Avant même que les travailleurs soient officiellement informés, la direction, au siège parisien du groupe, distribuait aux journalistes massés sur le trottoir un communiqué annonçant la saignée. L'information a rapidement circulé et, dans l'usine même, les délégués ont commencé à la diffuser. Puis, à 8 h 30, dans les réunions d'unités, l'annonce est tombée, officiellement et brutalement : l'usine sera fermée en 2014.

Selon les secteurs, les réactions ont été différentes. Dans un premier temps, l'abatement a prévalu. Même parmi ceux qui, depuis un an, ont milité pour dévoiler le plan secret du PDG Varin, certains étaient sous le choc. Le long des chaînes, des ouvriers étaient en larmes, assis par terre la tête dans les mains, incapables de se lever, traumatisés. Ailleurs, les cadres ont commencé à payer le prix de leurs mensonges. Dans un secteur, alors qu'un cadre essayait d'empêcher un délégué de parler, il a été pris à partie par les ouvriers : « Lui, depuis un an, il nous dit la vérité alors que toi tu mens. Et on ne l'a pas cru à cause de toi ! Alors maintenant, tu te tais, et c'est lui qui parle ! »

Par sa stupidité et son arrogance, la direction de l'usine a réussi à transformer très vite l'abatement en écoeurement. Alors que les chaînes étaient arrêtées pendant les briefings, le directeur faisait savoir que les ouvriers avaient royalement droit à « une heure pour téléphoner à leur famille »... mais qu'après, le travail devait reprendre ! Elle y a gagné que l'usine est restée arrêtée toute la journée. Dès 10 h 30, les plus déterminés se sont retrouvés en assemblée générale où il fut décidé que tout le monde se retrouverait au changement d'équipe sur le parking et que d'ici là, on irait en manifestation « participer » à 11 heures à la conférence de presse du directeur de l'usine. À l'heure dite, un cortège de plusieurs centaines d'ouvriers est arrivé au rendez-vous en scandant « PSA assassin ! Aucune usine ne doit fermer ! », devant des dizaines de journalistes, de caméras et de micros tendus. Le directeur a annulé courageusement sa conférence et s'est enfui pendant que les travailleurs profitaient de la présence des médias pour exprimer leur dégoût.

### 800 ouvriers en assemblée

Juste après le repas, l'assemblée qui a lieu sur le parking a réuni quelque 800 travailleurs – c'est le plus important rassemblement qui ait eu lieu depuis bien des années. Il y avait beaucoup de visages nouveaux, d'ouvriers qui, jusque-là, n'étaient jamais venus à une réunion syndicale. Un délégué de la CGT présent au CCE du matin a rapporté aux ouvriers ce qui avait été dit et démonté les mensonges de la direction. Tous les syndicats qui se sont exprimés, ont dit leur détermination à se battre contre la fermeture. Enfin, le secrétaire de la CGT a pris la parole pour demander à chacun de s'engager à se battre tous ensemble contre les projets de la direction, dans une lutte collective qu'il faudra organiser. Il ne s'agit pas de partir dès maintenant dans une grève de plusieurs mois, mais de trouver les moyens d'agir collectivement pour



faire reculer PSA. Pour cela, il sera nécessaire de s'adresser, dès que possible, à tous les salariés du groupe – car tous sont concernés, autant ceux qui vont perdre leur emploi dans le plan de licenciements que tous les autres, ceux de Poissy, Mulhouse, Sochaux qui resteront et seront surexploités pour faire le travail des licenciés. Et au-delà, il faudra aussi trouver les voies et les moyens de s'adresser aux travailleurs des autres secteurs.

Lorsque le camarade a demandé à tous s'ils étaient prêts à s'engager solennellement à se battre tous ensemble contre la fermeture, toute l'assemblée a levé la main comme un seul homme. L'orateur a expliqué alors que la lutte devra être menée démocratiquement, avec l'apport de tous, syndiqués ou pas, et pas seulement dirigée par les militants syndicaux. Pour cela, il a proposé que soit créé un Comité de préparation de la

lutte, élu et révocable, dont pourraient faire partie tous les travailleurs qui le souhaitent. Le principe de ce comité a été adopté à l'unanimité.

### La journée du 13 juillet

Le lendemain, vendredi 13 juillet, l'ambiance a changé dans l'usine. Ce n'est pas la grève, mais les travailleurs ont décidé que désormais ce sont eux, et non plus les chefs, qui décideront du rythme de travail. Dans un secteur, des ouvriers ont dit au chef : « Toutes les deux voitures, on prend un quart d'heure pour discuter. » Ailleurs : « On a décidé qu'on allait essayer de faire 100 voitures dans la journée » – la cadence normale étant de 351. Partout, des réunions spontanées se sont tenues, regroupant parfois quelques dizaines, parfois plusieurs centaines de travailleurs. Dans

ces réunions, chacun a vidé son sac – un ouvrier a raconté ses « 37 ans de maison sans une grève », ajoutant même avoir manifesté contre les grévistes. « Aujourd'hui à deux ans de la retraite, voilà où j'en suis ! Maintenant c'est fini ! » Cet ouvrier se portera candidat au Comité de préparation de la lutte.

Dans un secteur du ferrage, où les robots sont tombés en panne, les ouvriers chargés de la maintenance ont décidé qu'ils n'étaient pas compétents pour réparer. La Maintenance centrale, appelée à la rescousse, a dit qu'elle n'avait pas envie de réparer non plus. Le chef du personnel de l'atelier, qui n'avait apparemment pas une très claire conscience des rapports de force, est venu provoquer les ouvriers : « Au travail ! » La colère a explosé et le cadre s'est pris en pleine figure la rage des ouvriers : « Puisque tu veux fermer l'usine, pourquoi tu ne te barres

pas maintenant ? Casse-toi ! ». Il est parti la tête basse, sous les huées et les sifflets. Les chaînes étant restées arrêtées, une réunion a rassemblé la quasi-totalité des ouvriers de l'atelier ferrage, qui ont discuté, longuement et très sérieusement, de ce qu'il fallait faire à présent. Comment s'organiser ? Pour faire quoi ? Qu'est-ce que le Comité de préparation de la lutte, comment cela peut-il fonctionner ? De telles réunions ont eu lieu presque partout dans l'usine, toute la journée.

Des anciens de la grève de 2007, qui étaient membres du Comité de grève, ont raconté comment cela s'était passé et expliqué aux autres en quoi c'est la façon la plus efficace de lutter. Non seulement la lutte doit être dirigée par les travailleurs eux-mêmes, expliquaient-ils, mais qu'il faut que ce soient les nôtres qui soient les porte-parole, pas des délégués centraux qu'on ne connaît pas et qu'on ne contrôle pas – comme l'a déjà annoncé le patron. Il a été discuté de la façon dont peut fonctionner le Comité : le principe, c'est que ses membres seront à égalité, syndiqués ou pas, c'est « un homme, une voix ». Il se constituera des comités par secteur, par atelier, qui demain devront se fédérer sur toute l'usine.

Dans les réunions, les volontaires se sont présentés pour être élus au Comité de préparation. Dans certains secteurs, des travailleurs ont demandé à attendre lundi pour désigner les volontaires : « C'est une chose trop sérieuse pour se décider tout de suite. Je veux réfléchir ce week-end, en parler chez moi. » Il a été décidé que de nouvelles réunions se tiendraient le lundi. Et dès le début de la semaine, en effet, des réunions de plusieurs dizaines de travailleurs se sont tenues par secteur, où des délégués au Comité ont été élus.

Oui, l'ambiance a changé dans l'usine. Le patron aura au moins réussi à fédérer tout le monde contre lui, à faire tomber les illusions, et à faire grandir le nombre de travailleurs qui pensent que désormais leur avenir dépend de leurs luttes.

Correspondant LO

Sur le parking, jeudi 12 juillet.



## PSA sème la misère, il récoltera la colère !

**Après treize mois à mentir sans vergogne, la direction du groupe PSA a fini par laisser éclater la vérité en annonçant, le 12 juillet, un plan de 8 000 licenciements.**

Comme l'avait dévoilé la CGT en juin 2011, les commis de la famille Peugeot avaient prévu la fermeture pure et simple de l'usine d'Aulnay-sous-Bois (3 300 salariés). Le 12 juillet, ils ont également annoncé la suppression du quart des effectifs de l'usine de Rennes (1 400 licenciements sur un effectif de 5 600 travailleurs) et la suppression de 3 600 postes sur tous les autres sites du pays, une vingtaine. Toutes les catégories de travailleurs sont concernées : ouvriers, employés, techniciens, chercheurs, cadres.

C'est une déclaration de guerre non seulement contre les travailleurs du groupe, mais contre ceux de tout le pays : combien de sous-traitants vivent de l'activité des sites PSA, à commencer par les 400 ouvriers de Magnosto, l'ancien atelier d'emboutissage de PSA

« externalisé » il y a plusieurs années.

Pour tenter de faire passer la pilule et éviter une explosion de colère, le PDG Philippe Varin, aussitôt relayé par les directeurs des usines à Aulnay et à Rennes, a laborieusement tenté d'expliquer qu'il n'y aurait pas de licenciement... dans un premier temps. À Aulnay par exemple, 1 500 travailleurs seraient reclassés dans l'usine de Poissy, tandis que les autres seraient embauchés dans le bassin d'emploi d'Aulnay. Personne ne peut croire ce grossier mensonge : à Poissy, la direction parle en ce moment d'un « sureffectif » de 702 personnes. Alors, où veut-elle caser 1 500 travailleurs supplémentaires venus d'Aulnay ? Quant à la « revitalisation du bassin d'emploi d'Aulnay », elle n'est pas plus crédible. Le département est déjà sinistré par le chômage et la situation ne

fera qu'empirer lorsque le principal employeur privé de Seine-Saint-Denis, PSA, aura mis la clé sous la porte.

En même temps que Varin s'échine à la télévision à expliquer qu'il n'y aura « aucun licenciement » et que « personne ne sera laissé au bord du chemin », les syndicats du groupe sont appelés, lors du prochain CCE, le 25 juillet, à voter un « plan de licenciements collectifs pour motifs économiques » : ces gens-là mentent comme ils respirent !

### De mensonges en mensonges

Pour justifier sa politique, Varin invoque des difficultés économiques parfaitement imaginaires – d'ailleurs complaisamment reprises par la presse. Le groupe connaîtrait des difficultés insurmontables, il serait « au bord du gouffre ». Les ventes se seraient « effondrées » tandis

que PSA perdrait « 200 millions de cash par mois » ! Ce dernier argument que toute la presse a repris est le comble de la manipulation ! D'où sort ce chiffre ? À quoi correspond-il ? Si PSA perdait 200 millions par mois, cela représenterait 1,2 milliard en un semestre. Or, le groupe a annoncé 700 millions de pertes en six mois. Cherchez l'erreur !

Mais pire encore, Varin, pour préserver l'image du groupe aux yeux des financiers, a annoncé lors du CCE du 12 juillet que PSA bénéficiait d'une « sécurité financière » de près de 10 milliards d'euros ! Voilà qui est beaucoup plus proche de la réalité : les coffres de la famille Peugeot et des autres actionnaires du groupe sont pleins à craquer. Et comment s'en étonner ? Depuis des années, PSA bat record de ventes sur record de ventes : il y a quinze ans, le groupe vendait deux millions de voitures par an ; en 2010 et en 2011, il en a vendu 3,6 millions. Son chiffre d'affaires est passé de 44 milliards en 2000 à 61 milliards en 2011. Où sont les « difficultés économiques » ?

La vérité, celle que Varin ne dira jamais, est toute simple : il n'y a pas d'effondrement des ventes, pas de difficultés économiques insurmontables, le groupe fait d'énormes profits depuis des années... mais il veut en faire encore plus. Pour cela, il a décidé de rayer de la carte une usine, de licencier des milliers de travailleurs et de surcharger de travail ceux qui resteront.

Il n'est pas sûr qu'il y parvienne. Car ce plan odieux et révoltant pourrait déclencher la colère non seulement des travailleurs d'Aulnay, mais aussi de ceux de l'ensemble du groupe. C'est la seule chose que craignent réellement et les dirigeants de PSA et les dirigeants de l'État.

Correspondant LO

## L'État ne peut rien faire ? Mensonge !

**Un argument est répété en boucle par tous les politiciens de la bourgeoisie : « PSA est une entreprise privée. Donc, l'État ne peut rien faire. »**

Si c'est une manière pour ces gens de reconnaître que toute la société vit sous la dictature pure et simple des capitalistes, ils sont dans le vrai. Mais il est absolument faux que l'État ne puisse pas, s'il en avait la volonté politique, imposer un certain nombre de décisions aux patrons du privé.

Rappelons d'abord que si l'État n'avait aucune possibilité d'agir dans les entreprises privées, il n'y aurait pas de

congrés payés, pas de droit du travail, que les enfants de six ans travailleraient encore dans les usines et que la journée de travail serait de 16 heures... S'il a fallu des luttes pour imposer ces acquis, ce sont bien des lois qui ont obligé les patrons à les respecter ! Et les lois, jusqu'à nouvel ordre, c'est le Parlement qui les vote et l'État qui les fait appliquer.

Aujourd'hui, le PS est majoritaire à l'Assemblée comme

au Sénat. Il aurait les mains libres pour faire passer une loi interdisant les licenciements, applicable tout de suite, et les moyens de la faire appliquer dans les entreprises.

L'État n'a pas tant fait le difficile quand il s'est agi de distribuer des milliards aux constructeurs automobiles. Pour le seul cas de PSA, trois milliards lors de la crise de 2008, la prime à la casse, des exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires... Montebourg a chiffré ces cadeaux aux constructeurs à quelque 11 milliards d'euros en quatre ans ! Et tout récemment,

les pouvoirs publics ont bien été capables d'imposer à PSA de renoncer, pour cause d'embargo, à exporter vers l'Iran – qui était rien moins que le deuxième marché du constructeur après la France (457 000 véhicules vendus en 2011). Il est donc possible d'obliger un constructeur à respecter une décision politique, et l'interdiction des licenciements en est une aussi.

La réalité, ce n'est pas que l'État ne « peut pas », c'est qu'il ne veut pas. Prendre conscience de cela est un des enjeux politiques de la situation.

Correspondant LO



## Situation et réactions dans les usines PSA



À Rennes

### Saint-Ouen (93)

À Saint-Ouen, jeudi 12 juillet, les briefings organisés par la direction dans les salles de réunion des ateliers ne se sont pas passés comme elle le souhaitait. Dans presque tous les secteurs, ces réunions ont été chahutées, par des délégués CGT surtout, mais largement épaulés par des ouvriers. Des chefs, d'habitude très arrogants, étaient pâles, stressés et n'en menaient pas large. Au Ferrage, le responsable de groupe a annulé la réunion, parce que des délégués présents le gênaient.

Après Aulnay, Rennes et

Poissy, Saint-Ouen est le site le plus touché proportionnellement à l'effectif. Sur 670 salariés en mai 2012, plus de cent départs (15 % de l'effectif) sont prévus au 30 juin 2013. Dans l'usine, la production diminue, les machines parties n'ont pas été remplacées, celles en panne ne sont pas réparées, ce qui fait dire à ceux qui ont connu les fermetures de Renault Saint-Ouen, de Chaussou, de PSA Asnières, de PSA Melun : « Chez nous, ça a commencé comme ça ».

Correspondant LO

### Mulhouse

Dans cette usine où travaillent actuellement 9 000 salariés, PSA compte supprimer 273 emplois en un an. Dans les derniers dix-huit mois, plus de 500 travailleurs ont déjà quitté l'usine avec un plan de départs « volontaires ».

Ce n'est pourtant pas le travail qui manque : le modèle 208 qui commence à être produit sur une des deux lignes de montage va monter en cadence dans les prochains mois, pour atteindre une production de

45 véhicules à l'heure. La deuxième ligne de montage, celle des C4 et DS4, tourne toujours avec trois équipes de travail.

Bien des travailleurs ont exprimé avoir été choqués par la confirmation que PSA veut fermer Aulnay. Certains ont conscience que cela fait partie du plan du patron, pour surcharger de travail les autres usines, dont Mulhouse, tout en supprimant ici aussi des emplois.

Correspondant LO

### Sochaux

À Sochaux, 579 salariés, dont 239 ouvriers des Directions industrielle et de la recherche et développement, sont visés par les suppressions d'emplois, mais pas seulement. S'ajoutent aux 400 emplois de BEX (Bureau d'études extérieures) déjà supprimés il y a peu, 600 autres liées à la fermeture programmée de l'atelier de mécanique et des centaines de licenciements d'intérimaires d'ici la fin de l'année sur les 1 600 que compte l'usine actuellement.

Les intérimaires se demandent ce qu'ils vont devenir. Cette décision les écœure parce qu'ils sont bien placés pour

juger que ce n'est pas le travail qui manque. Les ouvriers dans les ateliers ne sont pas dupes non plus des justifications de PSA sur ses prétendues difficultés : « Il ne nous fera pas croire que nous travaillons à perte, c'est n'importe quoi ! » Que PSA ait de l'argent est une certitude, les lingots d'or planqués dans la salle de bains d'un membre de la famille Peugeot en Suisse font encore causer. Et puis, bien des interrogations fusent sur la réelle utilisation des trois milliards d'euros d'aide publique accordée par l'État que PSA a empochés.

Correspondant LO

### Trémery (Moselle)

L'usine de Trémery produit des moteurs pour tout le groupe, ainsi que pour Ford. Tous les jours, 6 500 moteurs sortent des chaînes de production. Cette année – de mévente de voitures nous dit-on – est une année de production record à Trémery ! La course à la productivité atteint des sommets avec l'installation d'un nouvel atelier pour produire un nouveau moteur trois cylindres.

Alors que la direction a annoncé au CE du 13 juillet 52 nouvelles suppressions d'emplois, la semaine précédente, les travailleurs de l'équipe d'après-midi avaient débrayé contre les

heures supplémentaires.

Suite à la suppression de l'équipe de nuit, dans un atelier de montage, il y a eu un manque de moteurs. Du coup la direction a imposé aux travailleurs de l'équipe du soir de rester une heure de plus jusqu'aux vacances. Un débrayage a été organisé tous les soirs de la semaine, mais cela n'a pas été suffisant pour forcer la direction à revenir sur sa décision.

Suppressions d'emplois et d'usines d'un côté, heures supplémentaires de l'autre... voilà l'avenir que PSA réserve à tous les travailleurs du groupe.

Correspondant LO

### Metz-Borny

Vendredi 13 juillet, lors du comité d'entreprise local, la CGT avait appelé à un rassemblement et un barrage filtrant devant l'usine PSA de Metz-Borny qui fabrique 1,3 million de boîtes de vitesse par an.

Quelques dizaines de militants syndicaux, appuyés par des militants de l'UD et de l'UL ont dénoncé le plan de Varin en distribuant des tracts aux automobilistes qui leur ont fait bon accueil. Une dizaine de salariés les ont rejoints au changement d'équipe.

Au CE, la direction a annoncé encore des suppressions d'emplois : 42 en tout pour un site de 2 000 salariés qui a employé jusqu'à 3 000 travailleurs.

Le récent rapprochement avec GM a déjà servi de prétexte pour suspendre un projet de nouvelle boîte de vitesse qui devait être produite dans une autre usine du groupe. La baisse de production, notable cette année, est due pour l'essentiel à la perte du marché iranien suite au boycott imposé après le rapprochement avec GM.

Correspondant LO

### Sevelnord (Valenciennes)

Dans les communications organisées par la direction, les chefs expliquaient que Sevelnord étant désormais une filiale de PSA l'usine n'était pas touchée par la fermeture annoncée de Citroën Aulnay, qu'elle était traitée différemment, la preuve : elle n'était même pas citée dans les prévisions de suppressions d'emplois. Et d'après la direction, le fait que PSA vient de racheter les 50 % des parts détenues par Fiat serait un bon signe pour l'avenir de Sevelnord.

Les travailleurs sont évidemment sceptiques. L'usine est passée en dix ans de 4 000 travailleurs à moins de 2 800 et la direction ne cesse de vider l'usine petit à petit, en particulier en s'attaquant à tous ceux qui ont des ennuis de santé.

Mais, paraît-il, toujours d'après la direction, « Sevelnord a un avenir si... » PSA trouve un partenaire pour un nouvel utilitaire. Et surtout si l'accord de compétitivité est signé, c'est-à-dire un plan de la direction qui prévoit l'aggravation des conditions de travail : flexibilité et productivité accrues, gel des salaires durant deux ans et suppression de 600 postes de travail, tout cela pour être plus rentable que l'usine de Vigo en Espagne.

Correspondant LO

### Rennes

À l'usine de la Janais, l'attaque est particulièrement violente avec la suppression d'un emploi PSA sur quatre.

Dès l'annonce de la fermeture de l'usine d'Aulnay et des 1 400 suppressions de postes à Rennes, la CGT a organisé un débrayage et un défilé d'une centaine de travailleurs dans les ateliers.

Le lendemain, le rassemblement de midi appelé par la CGT et l'intersyndicale a été un succès, plus de mille travailleurs s'y sont retrouvés. C'est du jamais vu dans cette usine. Même des membres de

la maîtrise étaient présents car eux aussi sont concernés.

Les slogans les plus repris étaient : « Non, non, non aux licenciements », « Rennes-Aulnay, même combat », « Tous ensemble, tous ensemble ».

La direction espère peut-être que cette manifestation n'aura pas de suite. Pour essayer de rassurer, elle promet la fabrication d'une nouvelle voiture en 2016 et prétend qu'elle ne laissera personne « au bord de la route ». Mais cela ne trompe personne.

Correspondant LO

### Poissy (Yvelines)

Jeudi 12, jour de l'annonce de la fermeture d'Aulnay, la direction de Poissy a convoqué par groupes successifs l'ensemble des cadres et agents de maîtrise pour leur présenter son argumentaire et les préparer à le défendre auprès des travailleurs dans les réunions de secteurs. Mais à voir et à entendre le manque de conviction et d'assurance de certains, on sentait que même au sein de sa hiérarchie, le message ne passe pas bien.

Car le mensonge et la manœuvre de la direction de PSA sont un peu gros. Varin a

déclaré que la moitié des travailleurs d'Aulnay en CDI, soit 1 500, se verraient proposer un reclassement à Poissy. Mais dans le même temps à Poissy, 702 suppressions de postes en CDI sont programmées d'ici juin 2013. C'est plus de 11 % de l'effectif. Et quand on sait que la production des 208 doit passer de 53 à 35 véhicules/heure en octobre 2012, on a la démonstration que la volonté de PSA est, tout en fermant Aulnay, de réduire partout les effectifs et d'imposer partout une réduction massive des emplois.

Correspondant LO



## • Groupe Sanofi

# Contre les suppressions d'emplois, la riposte à organiser

Après les annonces de la direction au comité de groupe France du 5 juillet, prévoyant trois restructurations – en recherche, chez Sanofi-Pasteur et dans les fonctions supports –, un CCE recherche s'est tenu à Chilly-Mazarin le 12 juillet.

Ce jour-là sur le site de Montpellier, où la direction prévoit près de 200 suppressions d'emplois, un appel à la grève a rassemblé près de 500 salariés. Sur le site de Toulouse dont la direction envisage de se séparer, les trois quarts des 640 salariés étaient en grève et une cinquantaine d'entre eux sont montés à Chilly-Mazarin pour interpeller la direction. Ils y ont retrouvé quelque 500 salariés des sites de la région parisienne venus dénoncer ce énième plan de restructuration et les milliers de suppressions d'emplois planifiées.

Les cinquante salariés de Toulouse ont rencontré Zerrhouni, le président-monde de la recherche Sanofi. Celui-ci n'a fait que répéter en boucle les propos tenus par le directeur général Viehbacher, la

semaine précédente au comité de groupe, sur la nécessité de ces restructurations pour rester compétitif, etc. C'est en colère que les salariés de Toulouse sont ressortis de cet entretien, une colère partagée par tous les salariés présents, car tous ont conscience que dans cette course aux profits personne n'est à l'abri, les restructurations se succédant depuis des années dans un secteur puis dans un autre.

Lors de la réunion, Zerrhouni a suggéré aux salariés de Toulouse de « réfléchir à des propositions d'ici septembre ». Mais c'est tout réfléchi. Sanofi se porte bien, très bien même. Depuis des années, les profits se chiffrent entre 7 et 10 milliards chaque année. Maintenir tous les emplois écorcherait à peine ceux-ci. Sauf que les actionnaires en veulent toujours plus et l'objectif que vise la direction est d'augmenter le taux de distribution du dividende à 50 % du résultat net en 2013. Mais l'objectif pour les travailleurs est le maintien de tous les emplois et l'embauche

de tous les salariés en contrat précaire depuis des années. Oui, c'est tout réfléchi. Seule une riposte massive et collective peut imposer l'arrêt de cette politique. C'est à cette riposte qu'il faut travailler.

Correspondant LO



## • Toulouse

# Les raisons de la colère

À Toulouse, le site est spécialisé dans la recherche fondamentale mais jugé « pas assez productif » par la direction du groupe qui le met en concurrence avec les sites de Paris, Lyon et Strasbourg. Il est donc menacé de fermeture. Les salariés du site ont manifesté dès l'annonce faite par le comité de groupe. Et le jour du comité central d'entreprise, jeudi 12 juillet, la grande majorité des 614 salariés se sont mis en grève pour protester contre cette fermeture programmée.

La direction a beau lanterner les travailleurs en reportant les décisions concrètes à septembre et prétendre, comme l'a fait le PDG du groupe, qu'elle est « ouverte à toutes les solutions », tous savent que lorsque le PDG parle de « pérennité du groupe » et dit que « notre recherche ne fournit pas assez de molécules », cela signifie qu'il n'a en tête que la rentabilité

immédiate et l'accroissement des profits, quitte à mettre des centaines de salariés à la rue.

Lors du rassemblement devant le centre le 12 juillet, les travailleurs ont fait un « haka » version travailleurs de Sanofi, et lancé des slogans : « Non aux licenciements boursiers, non aux profits à tout-va ! » Les propos lénifiants du député PS de la circonscription, qui les a assurés du soutien des élus socialistes et du gouvernement (« Il y a quelque chose qui a changé en France entre mai et juin 2012 ») ne les a en rien rassurés.

Alors que le Parti socialiste a tous les pouvoirs, il n'envisage pas d'interdire les licenciements ni même d'exiger le remboursement des aides publiques qu'a perçues le groupe, dans le cadre de la recherche sur le cancer.

Correspondant LO

## • AFPA Orléans

# Les salariés en grève

Mardi 10 juillet, près d'une centaine de grévistes se sont rassemblés devant le centre AFPA d'Olivet, avant de se rendre devant la préfecture d'Orléans et le conseil régional.

L'AFPA, organisme public de formation professionnelle, emploie 350 personnes dans la région Centre, et 9 500 en France. Ce service public propose des formations dans de nombreuses spécialités, essentiellement à des chômeurs.

Mais depuis une dizaine d'années, sous prétexte de décentralisation, l'État s'est progressivement désengagé, et seule une partie de l'argent servant à la formation professionnelle a été transférée aux régions. C'est donc l'État lui-même qui a organisé le déficit qui atteint 78 millions, le même État qui a aujourd'hui le culot de dire que l'AFPA perd de l'argent !

Cette situation touche les salariés inquiets pour leur emploi : 1 500 postes ont été supprimés en quatre ans. Un quart des salariés sont des précaires en CDD. Et on leur dit que chaque mois, c'est un problème de trouver de quoi les payer. Les stagiaires en sont aussi victimes : la subvention pour l'hébergement a été divisée par deux (certains qui viennent de loin sont hébergés sur place) et le prix des repas a augmenté de 40 %. Le suivi par des psychologues du travail et par la médecine du travail se réduit aussi, faute de moyens.

Aujourd'hui les responsables proposent comme seule solution de faire appel à la « générosité » des entreprises privées. Il faudrait que chacun se transforme en démarcheur pour « conquérir le budget de l'AFPA pour trouver les cinq millions qui manquent chaque année ».

Sauf que les patrons privés sont tout sauf désintéressés. En réalité le but de l'État est le même que pour les autres services publics : réaliser le maximum d'économies sur le dos des employés et de la population, y compris la plus pauvre, quitte à abandonner la formation professionnelle au privé. Après, ils pourront toujours nous servir leurs belles phrases sur la lutte contre le chômage !

C'est cette politique désastreuse et criminelle que refusent, à juste titre, les travailleurs de la formation professionnelle.

Correspondant LO

## Montebourg... Le changement ce n'est pas maintenant

Après avoir joué les indignés suite aux annonces de restructuration de Sanofi – « Nous ne tolérerons aucune suppression de poste à Sanofi », disait Montebourg le 5 juillet – le discours se fait plus timoré, moins radical une semaine après. Le gouvernement parle maintenant « d'exiger un accord avec les organisations syndicales »,

que ces restructurations se fassent « dans le dialogue social, transparent et constructif ». Car, dit Montebourg, « nous n'ignorons pas la nécessité d'une adaptation au marché, au besoin, à la compétition ». Bref, quelques réunions syndicats/direction suffiront pour que le gouvernement consente.

## • Sodimédical – Plancy-l'Abbaye (Aube)

# « On a gagné ! »

La cour d'appel de Reims a en effet condamné (à nouveau) Lohmann & Rauscher Allemagne à payer les salaires dus à la cinquantaine de salariés de Sodimédical, sous huit jours. Le groupe L&R devra aussi reprendre le versement des cotisations de la mutuelle complémentaire et redonner du travail aux salariés de l'usine Sodimédical de Plancy-l'Abbaye.

Dans cette usine, après neuf mois sans toucher de salaires, les nerfs des salariés étaient à vif en attendant la décision de

justice. Et lorsque vers 11 h un coup de fil annonçait la nouvelle, les salariés l'ont saluée par un énorme cri : « On a gagné ! »

Il était temps, car personne n'en pouvait plus. Depuis plus d'un an, chacun pointe matin et soir à l'usine malgré l'absence de travail. La détermination et la mobilisation des salariés de l'usine ont payé. Le soutien financier et moral de la population aussi, qui leur a permis de ne céder à aucune pression ni chantage.

Dans leur combat, qui n'est

pas fini pour autant, les salariés, après la réaction de joie, disaient qu'ils attendaient de voir les chèques pour être certains de toucher leur dû.

Reste la perspective encore d'un énième jugement en septembre, qui doit traiter de la

liquidation ou non de l'usine Sodimédical...

Pour l'heure, les salariés de Sodimédical sont soulagés de la décision de la cour d'appel de Reims.

Correspondant LO





## • Doux

# Non aux licenciements !

C'est toujours l'inquiétude pour les 3 400 salariés du groupe volailler Doux, dont la famille du même nom possède 80 % du capital. Depuis le 1<sup>er</sup> juin, le groupe s'est placé de lui-même en redressement judiciaire et, mardi 10 juillet, les premières offres de reprise du volailler breton étaient communiquées aux syndicats. La première chose qui en ressort est que 1 500 emplois sur les 3 400 n'y seraient pas inclus.

Certains sites sont absents de ces offres de reprise, tel par exemple celui de Pleucadeuc dans le Morbihan qui emploie près de 400 personnes. De même aucun repreneur n'a mentionné le site de Graincourt-lès-Havrincourt dans le Pas-de-Calais, où 250 salariés

travaillent dans l'activité poulet frais.

L'une des usines du site de Père Dodu à Quimper, qui fabrique essentiellement des saucisses destinées à l'exportation, reste sur le carreau dans l'offre coordonnée par Sofiprotéol.

En fait, derrière cette offre qui regroupe Glon Sanders, Terrena, LDC, Duc, Tilly-Sabco et Triskalia, il y a une alliance de circonstance visant à se partager les morceaux du groupe volailler une fois l'acquisition validée par le tribunal.

À l'inverse, la Financière Turenne Lafayette (William Saurin, Madrange et Paul Prédault) a jeté son dévolu sur les deux usines de Père Dodu à Quimper. Mais c'est d'abord la marque qui l'intéresse.

Montebourg, ministre du Redressement productif, ainsi que Le Foll, ministre de l'Agriculture, ont considéré que toutes les offres déposées jusque-là étaient insuffisantes. Mais, à part désigner des experts, ils se sont bien gardés de promettre quoi que ce soit aux travailleurs. Cependant, les salariés espèrent que leur entremise et celle des élus limiteront la casse qu'ils redoutent.

Jeudi 12 juillet, les salariés de Pleucadeuc, avec l'appui du gros de la population de la commune, se sont rassemblés sur la place du village, avant d'entreprendre une opération escargot en direction de Vannes.

Charles Doux, le PDG du groupe, ne manque pas de culot. Il tente encore de se présenter en sauveur de la filière française, proposant aux éleveurs d'entrer au capital, après les avoir mis sur la paille. Et il lorgne toujours vers les aides publiques qu'il considère comme un dû, lui qui s'est si longtemps gavé de subventions européennes en invoquant la

**TOUT EST A NOUS,  
RIEN N'EST A OEUFS !**



## • Doux – Graincourt-lès-Havrincourt (Nord)

### Les travailleurs ne veulent pas subir

Le groupe Doux possède aussi une usine près de Cambrai dans le Nord, à Graincourt-lès-Havrincourt, où 250 personnes travaillent à l'abattage, au découpage et au conditionnement de poulets. La mise en redressement judiciaire du groupe les menace directement.

Lundi 16 juillet, tous les ouvriers de l'usine ont cessé le travail et ont manifesté autour de Cambrai, bloquant le péage de l'autoroute voisine. D'autres actions sont envisagées, en particulier le jour où le tribunal de Quimper annoncera la poursuite ou non de l'activité.

Aucun repreneur ne s'est manifesté pour cette usine.

L'inquiétude est donc grande parmi ces travailleurs dont beaucoup travaillent depuis quinze ou vingt-cinq ans, dans des conditions très dures et pour des salaires qui tournent autour de 1 200 euros. Personne ne peut admettre qu'un groupe aux mains d'une famille fortunée laisse tomber cette usine qui tournait sans problème.

Pour les 250 salariés sur le carreau, leur famille, les quatre-vingts éleveurs qui fournissent l'abattoir, les transporteurs, c'est une véritable catastrophe. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à l'accepter.

Correspondant LO

## • Hôtel Campanile – Epône (Yvelines)

### Les salariés se font entendre

Le 13 juillet, une grève de neuf jours de la quasi-totalité des onze employés prenait fin à l'hôtel-restaurant Campanile, dans la zone industrielle d'Épône dans les Yvelines.

Aidés par l'union locale CGT et encouragés par la population, ils ont tenu un piquet de grève devant l'hôtel, diffusé des tracts dans la zone industrielle et à la gare. Leurs revendications portaient sur le remplacement immédiat de deux collègues absentes de longue date, une augmentation mensuelle de 100 euros net, une prime pour les employés de nuit et une prime exceptionnelle de 250 euros net en guise

de compensation pour les mauvaises conditions de travail et les pressions subies de la part de la direction.

Cet établissement fait partie du groupe Louvre Hôtels, filiale du groupe du Louvre, détenteur d'un millier d'hôtels dans le monde, depuis la marque Première Classe, Campanile et Kyriad jusqu'aux établissements de grand luxe comme Concorde Lafayette à Paris ou Martinez à Cannes. Le fonds américain Starwood qui possède cet ensemble a, il y a un an et demi, revendu notamment le Crillon de la Concorde à Paris. Il a ensuite été racheté par l'émir

du Qatar. C'est dire que les patrons qui donnent des ordres à la direction du Campanile d'Épône ont amplement de quoi répondre aux exigences des salariés.

Méprisante, cette direction a commencé par refuser toute discussion. Elle a finalement dû rencontrer les grévistes et céder sur un poste en CDD supplémentaire, une promesse de négociation salariale en septembre et une prime exceptionnelle de 240 euros. Les grévistes ont repris avec le sentiment de s'être fait respecter, même s'ils n'ont pas entièrement fait plier la direction.

Correspondant LO

concurrente brésilienne dont il était le principal maître d'œuvre.

Montebourg ne s'est pas privé d'adresser des admonestations à Doux, mais sans apporter aucune garantie aux salariés. Il s'est bien gardé par exemple d'envisager que la fortune de la famille Doux, qui s'élève à plus de 300 millions d'euros d'après le magazine *Challenge*, puisse être mise sous séquestre pour protéger les salariés.

Alors que le groupe Doux est aujourd'hui plombé par des problèmes de trésorerie, les experts expliquent qu'il y aurait un recul du poulet bas de gamme destiné à l'exportation vers la Chine et les pays du Golfe. S'il est difficile de connaître la réalité de la situation, il semble bien que derrière les démêlés de Doux avec ses banquiers se dissimule un affrontement

entre consortiums financiers pour le contrôle du marché de la volaille au niveau mondial, dans lequel le groupe Doux s'est heurté à plus avide et plus puissant que lui : la banque Barclay's notamment, qui détient une créance de 140 millions d'euros sur le groupe et est notoirement porteuse d'un projet concurrent de restructuration de la filière, où Doux n'apparaissait que comme subordonné.

Quoi qu'il en soit, les dettes du groupe seront plus ou moins apurées à l'issue de tractations entre les repreneurs, les banques et le gouvernement. Le groupe peut bien être endetté, la famille Doux ne s'en trouve pas ruinée, contrairement aux salariés qui seront au chômage. À moins qu'une saine colère ne s'empare de tous les licenciés en puissance.

Correspondant LO

## • SNCF Chambéry

### Les agents de conduite disent « stop »

Jeudi 12 juillet, à l'appel des syndicats CGT et Sud, les agents de conduite ont fait grève 24 heures.

Ce mouvement a débordé les dispositions de la direction pour y faire face. Comme les effectifs sont très tendus à Grenoble et à Lyon, elle n'a pas pu faire appel à du renfort venant de ces villes et de nombreux trains ont été supprimés.

Pourquoi ce mouvement en signe d'avertissement de la part des agents de conduite ? Depuis peu, il y a quatre ajustements annuels de service, au lieu des traditionnels service d'été et service d'hiver. Et à chaque ajustement la direction dégrade les conditions de travail. Par

exemple, les dérogations au règlement sont plus fréquentes, afin de charger au maximum les journées de service ou de réduire les coûts, en imposant des marches à pied de 30 minutes en fin de service pour rejoindre un foyer, alors qu'auparavant cinq minutes suffisaient... mais en taxi. Sans parler des problèmes constants, comme l'utilisation de certaines machines vétustes, qui cassent le dos en quatre ou cinq heures de conduite.

Par une journée de grève, les agents de conduite ont fait savoir clairement qu'ils ne veulent pas se laisser faire.

Correspondant LO



• Espagne

# La population contre les « coups de hache » du gouvernement

**En sept mois, le gouvernement de Rajoy et derrière lui les banquiers, le grand patronat, ont porté de redoutables coups à toutes les classes populaires. Mais après les dernières mesures annoncées le mercredi 11 juillet par le gouvernement, on ne parle plus de « coup de ciseaux » dans les budgets des régions, dans les dépenses sociales, la santé ou l'enseignement, mais de « coups de hache ».**

Et c'est la vérité. Ce sont tous les moyens de survie des classes populaires qui vont être gravement amputés, d'autant plus que l'augmentation de la TVA va se traduire par une augmentation des prix. Le gouvernement n'ose plus évoquer des sacrifices passagers pour préparer la relance. Il est dit officiellement que cette relance est repoussée à des lendemains indéterminés.

Il y avait déjà 25 % de chômeurs. La récente réforme du droit du travail, dont les modalités s'aggravent au fil des mois, jettera davantage de salariés à la rue. Les grandes entreprises vont licencier. Les moyennes et petites mettront, pour beaucoup, la clef sous la porte. Parallèlement dans les administrations, les services publics, des plans de réductions d'effectifs sont en cours. Cela n'empêche pas le gouvernement de prétendre que les chômeurs coûtent trop cher. Et lorsqu'une députée de droite a osé dire que « les chômeurs pouvaient aller se faire foutre », il y a eu une telle émotion qu'elle a préféré s'excuser.

Mais en réalité son cynisme exprimait le mépris pour les classes populaires qui caractérise ses coéquipiers, Rajoy en tête. Qu'on en juge ! On apprenait, par exemple, que les aides versées aux familles qui prennent en charge la dépendance de leurs proches pourront être remises en cause voire

suspendues pendant deux ans, et que la décision concernant de nouveaux cas, quelle qu'en soit la gravité, serait repoussée elle aussi à deux ans. Les infirmes ont deux ans pour mourir dans la misère et les souffrances, mais les cinq milliards d'économies réalisées ainsi serviront aux banquiers.



Une des manifestations, le 17 juillet, à Madrid.

Dans les régions, qu'on désigne sous le terme d'« autonomes », sont mises en place, sous l'injonction du gouvernement central, des mesures qui réduisent les budgets de la santé, de l'éducation, des services publics, y compris la police municipale et les pompiers. Les jeunes sont condamnés au

chômage, à la précarité. Pour ceux qui ont un emploi, les salaires sont en baisse et, pour les plus anciens, il est prévu une mise en œuvre accélérée du recul de l'âge de la retraite. Au prix de toute cette

## Pour une riposte des classes populaires

misère, le gouvernement prétend récupérer quelque 100 milliards, ces 100 milliards que les banques espagnoles viennent de se voir prêter par les autorités financières européennes.

Le mouvement des mineurs des Asturies, qui se heurte toujours à un refus obstiné du gouvernement de reconsidérer son plan de fermeture des mines, leur montée à Madrid, leur manifestation de nuit et de jour, avec à la fin les provocations de la police, a ému des centaines de milliers de personnes qui, sans avoir été témoins directs des événements, ont vu les reportages et savent que ce qui arrive aujourd'hui aux mineurs est leur avenir proche.

Il y a dans de nombreux quartiers populaires des réactions collectives face aux expulsions de logement. À chaque

annonce de mesures d'austérité dans la santé ou l'éducation, des manifestations, souvent spontanées, populaires, s'organisent. L'angoisse pèse aussi, bien sûr, parce qu'elle engendre la prudence et la démoralisation. Mais parallèlement se développe la conscience collective qu'on ne peut pas laisser faire. La conscience aussi qu'après l'expérience du gouvernement de gauche et celle du gouvernement de droite, il faut se défendre.

C'est sans doute ce à quoi veulent répondre à leur façon les directions des principales centrales syndicales qui, depuis le retour de la droite au pouvoir, se sentent plus libres pour prendre en charge le mécontentement des classes populaires. Quels que soient leurs calculs, leurs initiatives peuvent ouvrir la voie à une contestation sociale plus large que par le passé. Sous le socialiste Zapatero les syndicats majoritaires UGT et CCOO (Commissions ouvrières) avaient appelé à des mouvements de grève générale d'un jour. Ils l'ont fait il y a deux mois, cette fois face à Rajoy. Ils ont appuyé le mouvement des mineurs. Ils sont de toutes les manifestations régionales ou locales. Après avoir annoncé la préparation d'une nouvelle grève générale pour octobre, ils viennent de décider de l'avancer à septembre. Une journée de grève générale ne pèsera dans l'évolution de la situation que si elle ouvre la voie à des mouvements qui convergent et s'élargissent vers une offensive générale du monde du travail qu'il est urgent de préparer.

Henriette MAUTHEY

• Israël

# Un manifestant s'immole à Tel-Aviv

Le 14 juillet, au cours d'une manifestation contre la vie chère réunissant plusieurs milliers de personnes à Tel-Aviv, en Israël, Moshé Silman, petit patron de 57 ans, a tenté de se suicider par le feu après avoir lu publiquement une lettre qui disait notamment : « J'accuse Israël, Benjamin Netanyahu et [le ministre des Finances] Youval Steinitz pour l'humiliation constante que les citoyens d'Israël doivent endurer quotidiennement. Ils prennent aux pauvres pour

donner aux riches. »

L'homme avait, selon les témoins, tout perdu de son entreprise de transport en faillite, ses véhicules et même son logement. Non seulement sa situation économique désespérée lui avait fait craindre de se retrouver à la rue mais sa santé se dégradait sans qu'il puisse bénéficier d'un accès aux soins. Brûlé à 90 %, Moshé Silman a été hospitalisé à Tel-Aviv, dans un état très grave.

Un an après les

importantes manifestations qu'ont connues les villes israéliennes contre le prix inaccessible des logements et les hausses des produits alimentaires, des rassemblements ont à nouveau eu lieu pour dénoncer la même situation. En août dernier, le gouvernement s'était contenté de répondre aux centaines de milliers de manifestants d'alors en mettant sur pied un comité chargé d'examiner diverses réformes.

Rien n'a changé et la

population israélienne continue de souffrir de la flambée des prix des logements, des hausses des prix alimentaires et de la dégradation continue des services publics, en particulier dans l'éducation et la santé. En mai et juin, des manifestations ont déjà eu lieu à Tel-Aviv, Haïfa et Jérusalem, reprenant les slogans de 2011 sur « la justice sociale » et « des logements accessibles ». Mais, profitant probablement d'une mobilisation plus faible, le gouvernement

a brutalement réprimé dès le départ la contestation de sa politique de coupes budgétaires au détriment de la population. Il faut bien financer l'augmentation du budget alloué à la Défense en 2012...

Quinze milliards de dollars pour l'année, ce sont 2 000 dollars par habitant, engloutis en particulier dans la guerre menée quotidiennement à la population palestinienne des territoires occupés.

Viviane LAFONT



• **16 et 17 juillet 1942**

## La rafle du Vel' d'Hiv

Les 16 et 17 juillet 1942, alors que la moitié de la France était occupée par l'armée allemande, la police française, et elle seule, raflait 13 000 Juifs à Paris, les parquait dans des conditions innommables au Vélodrome d'Hiver, le Vel'd'Hiv, situé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement parisien, avant de les transférer à Drancy, Pithiviers et Beaune-la-Rolande, puis de les déporter vers des camps d'extermination, dont bien peu revinrent.

Cette rafle n'était pas la première ni malheureusement la dernière.

### Le rôle de la police française

Celle de juillet 1942, minutieusement organisée sur ordre des troupes d'occupation, fut exécutée sans la moindre participation de policiers ou de soldats allemands, mais uniquement par la police française. Les autorités françaises firent preuve d'un zèle qui, a-t-on dit, étonna les autorités allemandes d'occupation. La rafle de juillet 1942 visait en principe uniquement les Juifs de nationalité étrangère. Les Juifs étrangers étaient nombreux, qui avaient fui les persécutions d'Allemagne et d'Europe centrale.

Pour faire croire à l'opinion que ces arrestations étaient motivées par un besoin de main-d'œuvre en Allemagne, il avait été prévu, au départ, de ne pas arrêter les enfants de moins de 16 ans. Mais Laval, chef du gouvernement de Pétain, décida de les faire arrêter tout de même, prétextant une mesure « humanitaire » : pour qu'ils ne soient pas, a-t-on dit, « séparés de leurs parents ».

Cette rafle avait été précédée de diverses mesures. Il y avait eu, tout d'abord, le recensement obligatoire des Juifs en octobre 1940. Les Juifs avaient dû se présenter dans les commissariats et se déclarer comme tels.

Ne pas le faire les exposait à des sanctions « les plus sévères ». Environ 90 % d'entre eux se firent recenser et 150 000 Juifs ont ainsi été fichés en zone occupée, dont 64 000 étrangers. Au moment des rafles, la police savait donc parfaitement où aller.

Depuis juin 1942, tous les Juifs devaient porter, cousue sur leurs vêtements, une étoile jaune avec l'inscription « Juif ».

Les 16 et 17 juillet, les permissions dans les rangs de la police avaient été annulées. Mais les choses ne se passèrent pas toujours comme prévu. Il y eut des policiers ou des gens avertis de l'opération qui réussirent à prévenir des Juifs : « Dans deux heures, on viendra vous chercher. » Et un certain nombre échappèrent au coup de filet. Des hommes surtout car, comme jusque-là c'étaient surtout les hommes qui avaient été raflés, on croyait dans l'opinion juive que les femmes et les enfants risquaient moins.

### L'opinion publique « profondément troublée »

Ce ne fut pas le cas : sur les 13 152 personnes arrêtées, il y eut 10 000 femmes et enfants. Un rapport de police de l'époque tire ce bilan : « Les mesures prises à l'encontre des Israélites ont assez profondément troublé l'opinion publique. Bien que la population française soit dans son ensemble et d'une manière générale assez antisémite, elle n'en juge pas moins sévèrement ces mesures qu'elle qualifie d'inhumaines. Les raisons de cette désapprobation reposent (...) sur les bruits (...) d'après lesquels les familles seraient disloquées (...). C'est cette séparation des enfants de leurs parents qui touche le plus les masses françaises et provoque des réactions qui se traduisent par des critiques sévères à l'égard du gouvernement et des autorités occupantes. »

Durant cette période, 80 000 à 85 000 Juifs résidant en France ont été exterminés, soit près du quart d'entre eux. Ceux qui réussirent à échapper à leurs bourreaux le

durent souvent à l'aide d'une partie de la population.

### Le recyclage des responsables

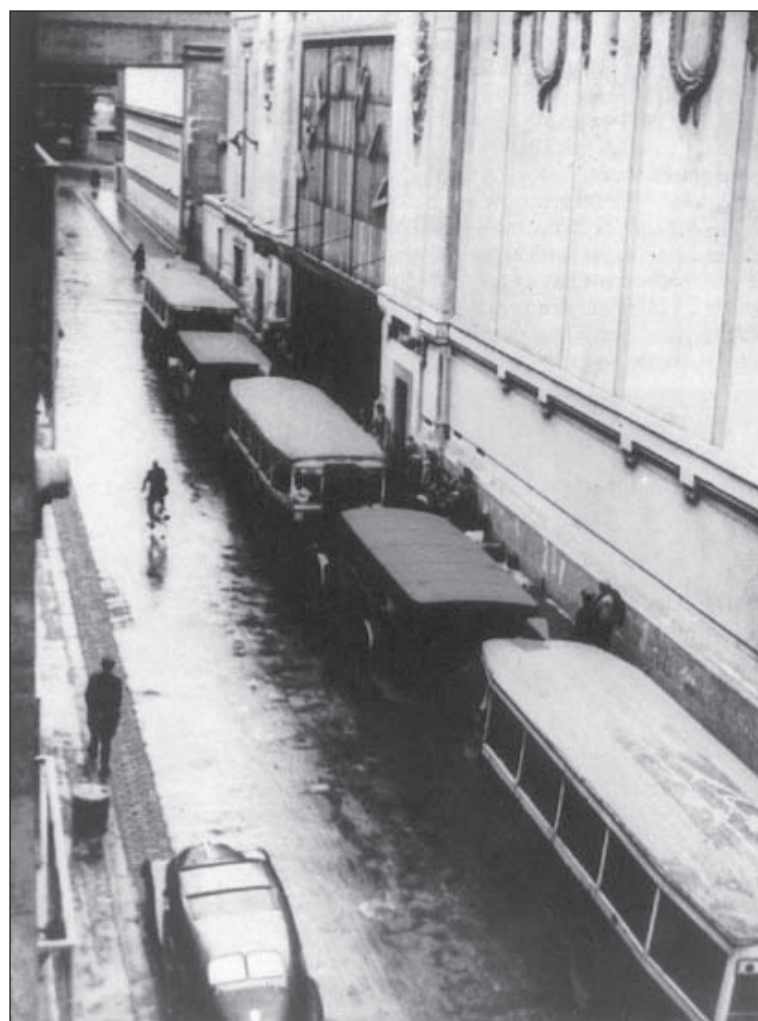
La guerre finie, cette politique barbare fut bien vite oubliée, ou plutôt occultée. Les Maurice Papon, haut fonctionnaire sous Vichy, responsable de la déportation de dizaines de Juifs dans la région de Bordeaux, les René Bousquet, secrétaire général de la police en 1942 et à ce titre organisateur en chef de la rafle du Vel' d'Hiv, poursuivirent une brillante carrière, comme la plupart des hauts fonctionnaires d'ailleurs. Le premier fut préfet de police, puis ministre de Giscard d'Estaing, le second occupa de hautes fonctions dans le monde financier, entretenant, l'opinion l'apprit sur le tard, des relations amicales avec François Mitterrand.

La volonté des dirigeants français qui se succédèrent après la guerre était de montrer que le régime de Vichy et de Pétain ne s'inscrivait pas dans la continuité, mais constituait une rupture totale avec la tradition républicaine de la France. À l'évidence il n'en était rien, dans les hommes qui assurèrent la continuité de l'État, ou encore la continuité « industrielle et économique ». Une grande partie de ceux qui servaient sous Vichy restèrent en place sous de Gaulle, puis sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République.

Aujourd'hui, on évoque le devoir de mémoire. Mais il ne suffit pas de se souvenir, encore faut-il comprendre. Comprendre comment et pourquoi une société policée, cultivée, moderne a pu donner naissance à cette barbarie sans nom, dont la Seconde Guerre mondiale, le nazisme, furent le produit. Tout cela au nom de la volonté des capitalistes de maintenir leur pouvoir économique et leurs privilèges.

Et surtout comprendre comment agir pour que cela ne se reproduise plus.

André VICTOR



Une des très rares photos montrant des autobus amenant leur « cargaison » au Vel'd'hiv.

## Le Vélodrome d'Hiver, lieu de détention, avant et après la rafle des Juifs

Le 15 mai 1940, cinq jours après l'invasion des armées allemandes, et deux ans avant la rafle du Vel' d'Hiv, le gouvernement de la III<sup>e</sup> République, qui était sur le point de s'effondrer, décida de faire interner au Vélodrome d'Hiver des femmes considérées comme « indésirables ». C'étaient des réfugiées, souvent de nationalité allemande, ayant fui l'Allemagne par antinazisme.

5 000 environ y furent parquées durant une à trois semaines, sans moyens d'hygiène, quasiment sans toilettes, mais toutefois

avec eau et nourriture. De là elles ont généralement été expédiées au camp de concentration de Gurs, dans les Pyrénées, avant d'être livrées aux nazis. Certaines réussirent à s'échapper et quelques-unes seront à nouveau enfermées au Vel' d'Hiv les 16 et 17 juillet 1942.

Beaucoup plus tard, le Vel' d'Hiv a repris du service en août 1958 pour y parquer des détenus algériens, sur décision de Maurice Papon qui venait d'être nommé préfet de police.

A.V.

### Lutte de Classe n° 145 est parue

- « État PS » ? Surtout huissier du grand capital financier
- Crise de la dette : les problèmes de la bourgeoisie... et ceux des travailleurs
- Le Front de gauche : une nouvelle version des illusions électoralistes
- Trois ans après sa fondation, où en est le NPA ?
- Syrie : la population prise au piège entre les calculs des grandes puissances et la menace de guerre civile
- États-Unis : la situation politique et sociale au printemps 2012
- Annexes : Lutte Ouvrière dans les élections législatives. Textes et documents.



Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro